



FRDO CFDD  
CONSEIL FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

27-4-2018



# Rapport annuel CFDD 2017

*Rapport administratif*



CFDD

# Rapport annuel CFDD 2017

*Rapport administratif*

## Table des matières

1. Avis du Conseil .....	3
2. Information et communication .....	7
3. Activités du Conseil .....	16
3.1 Assemblée générale .....	16
3.2 Groupes de travail .....	17
3.3 Bureau .....	18
3.4 Dialogue politique .....	19
3.5 Activités de forum .....	20
3.6 Représentation .....	21
4. Rapport financier .....	25
Annexe 1 : Composition du Conseil en 2017 .....	29
Annexe 2 : Présence lors de l'assemblée générale en 2017 .....	33

## 1. Avis du Conseil

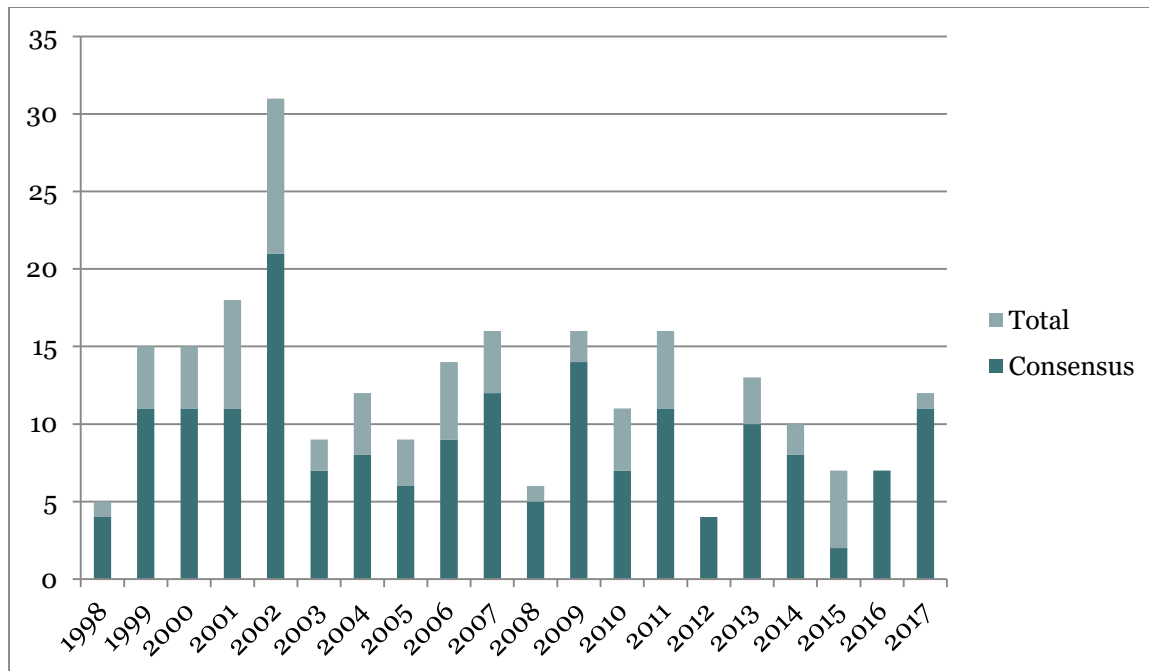
La tâche principale du Conseil consiste à préparer des avis à la demande du Gouvernement fédéral ou du Parlement. Le Conseil peut aussi émettre des avis de sa propre initiative. Les groupes de travail du Conseil préparent ces avis, après quoi ils sont soumis pour approbation à l'assemblée générale. Les positions partagées sont toujours clairement communiquées.

Dans le courant de l'année 2009, le Conseil a décidé d'introduire différents types d'avis en vue d'améliorer l'emploi du temps. Depuis 2010, les accords relatifs à cette méthode de travail ont été appliqués et affinés. Lorsque le Conseil reçoit une demande d'avis, le bureau décide du choix entre les types suivants qui diffèrent selon la longueur de l'avis et le nombre de réunions préparatoires :

- Avis ligne de force
- Avis standard
- Avis cadre

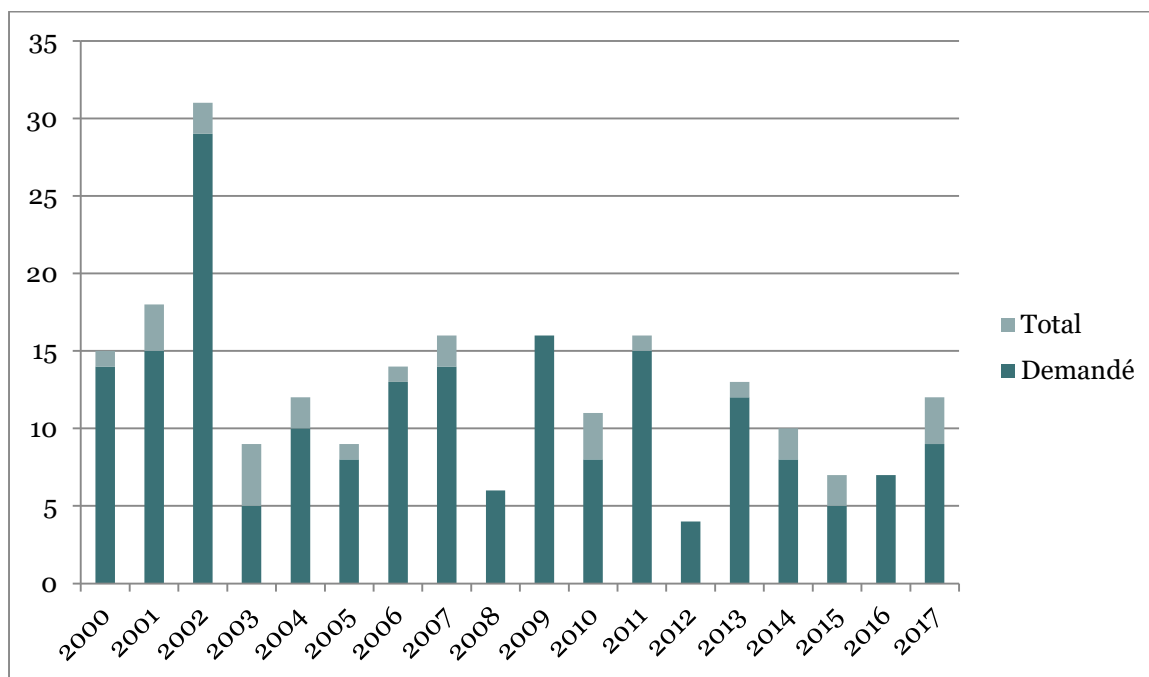
### Nombre d'avis et consensus

Le **graphique 1** offre un aperçu par an du nombre d'avis rendus par le Conseil depuis 1998 ainsi que la répartition entre avis consensuels et partagés. Il s'agit au total de 246 avis ou d'une moyenne de 12,3 avis par an, dont 177 (ou 72 %) ont été approuvés par consensus. En 2017, 12 avis ont été approuvés (dont 11 en consensus). Pour cette raison, cette année se situe dans la moyenne des années précédentes.



## Avis à l'initiative du Conseil

Le **graphique 2** offre un aperçu du nombre d'avis que le Conseil a émis durant les années précédentes à la demande du gouvernement et de sa propre initiative. Le Conseil a émis en moyenne 1,5 avis par an de sa propre initiative. En 2017, le Conseil a émis trois avis de sa propre initiative.



## Type d'avis

Un aperçu de la répartition par type d'avis pour les avis rendus en 2017.

Type d'avis	Nombre
Avis ligne de force	11
Avis standard	1
Avis cadre	0

## Les avis de 2017

Le **tableau 2** présente les avis émis en 2017, avec la date d'approbation par l'AG et le membre du gouvernement qui a demandé l'avis ou l'indication que l'avis a été rendu à l'initiative du Conseil. Les langues de publication de l'avis sont également indiquées. Tous les avis sont évidemment disponibles en français et en néerlandais, mais un avis a également été traduit en anglais et en allemand.

N°	Avis	Demandeur
<a href="#">2017a01</a>	Avis sur le projet de Plan national d'adaptation 2016-2020 pour la Belgique compatible avec le développement durable (N/F)	- Demandé par la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du

		Développement durable, Marie Christine Marghem - Le 13 février 2017
<a href="#">2017a02</a>	Avis proposant des lignes directrices sur l'économie collaborative (N/F)	- D'initiative - Le 8 mars 2017
<a href="#">2017a03</a>	Avis sur le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 mai 2014 relatif à la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides (N/F)	- Demandé par la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable, Marie Christine Marghem - Le 13 avril 2017
<a href="#">2017a04</a>	Avis sur le projet d'arrêté royal relatif au Programme 2018-2022 du Plan fédéral de Réduction des Produits phytopharmaceutiques (N/F)	- Demandé par le Ministre de l'Agriculture, Willy Borsus - Le 18 avril 2017
<a href="#">2017a05</a>	Avis sur le rapport belge pour la Voluntary National Review 2017 (N/F/E/D)	- À la demande de la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable Marie Christine Marghem, au nom de la Conférence interministérielle pour le Développement durable (CIMDD). - Le 30 mai 2017.
<a href="#">2017a06</a>	Avis sur le financement de la rénovation énergétique des bâtiments utilisés pour les services publics (N/F)	- À l'initiative du CFDD - Le 30 mai 2017
<a href="#">2017a07</a>	Avis sur le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28/02/1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole visant l'interdiction de certains herbicides à usage non professionnel (N/F)	- Demandé par le Ministre de l'Agriculture de l'époque, Willy Borsus - Le 10 novembre 2017
<a href="#">2017a08</a>	Avis d'initiative sur la mise à disposition des normes (N/F)	- Avis d'initiative - Le 10 novembre 2017
<a href="#">2017a09</a>	Avis sur le projet d'arrêté royal relatif à la dénomination et aux caractéristiques du gasoil diesel et des essences (N/F)	- Demandé par la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable, Marie Christine Marghem, ainsi que par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, Kris Peeters - Le 5 décembre 2017
<a href="#">2017a10</a>	Avis sur le projet d'arrêté royal relatif aux dénominations et aux caractéristiques du gasoil destiné au chauffage (N/F)	Demandé par la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable, Marie Christine Marghem, ainsi que par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des

		Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, Kris Peeters - Le 5 décembre 2017
<a href="#">2017a11</a>	Avis concernant l'étiquette de consommation de carburant lors de la commercialisation des voitures particulières neuves (N/F)	- Demandé par la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable, Marie Christine Marghem - Le 12 décembre 2017
<a href="#">2017a12</a>	Avis sur la Vision à long terme pour la Mer du Nord à l'horizon 2050 (N/F)	- À la demande du Secrétaire d'État à la Mer du Nord Philippe De Backer - Le 21 décembre 2017

### Suivi des avis

Lors de la première AG de 2018 (28 février), les membres du gouvernement ou leurs représentants ont fourni – comme chaque année – des explications sur le suivi des avis émis en 2017. Tous les ministres ou secrétaires d'État qui avaient demandé un avis ont également été priés d'indiquer par écrit la façon dont ils ont suivi les avis. Ces informations ont été compilées dans un document consacré au suivi des avis de 2017.

## 2. Information et communication

---

### Activités d'information

Le CFDD estime qu'il est important de bien communiquer au sujet de ses missions, principalement la rédaction des avis et l'organisation d'activités autour du développement durable. Le Conseil communique directement sur son fonctionnement et ses produits via un site Web, une page Facebook, une page LinkedIn, un compte Twitter ainsi que son bulletin d'information électronique et indirectement par la presse. Le Conseil s'adresse prioritairement à des groupes cibles comme les responsables politiques, les fonctionnaires et les organisations sociétales, mais aussi à un public plus large afin d'élargir la base sociétale du développement durable et de rendre ce concept plus familier auprès du citoyen. Le Conseil insiste dans sa communication sur l'importance d'une approche politique participative où il peut apporter une plus-value en tant que forum multistakeholder.

### CFDD-Info et Update

Le CFDD a envoyé durant l'année écoulée trois éditions de son bulletin d'information électronique *CFDD-Info* à quelque 3.500 destinataires. Le bulletin d'information paraît normalement après chaque assemblée générale du CFDD pour présenter les avis approuvés. En plus des avis et des activités dans les groupes de travail, le *CFDD-Info* traite également d'autres sujets comme les forums. Un classement chronologique des bulletins d'information est fourni sur notre site Web.

En plus du bulletin d'information *CFDD-Info*, le secrétariat a également publié un bulletin d'information spécial *Update Agenda 2030 et EU 2020* consacré surtout au suivi du processus de l'Agenda 2030 (renfermant les ODD). Deux éditions de ce bulletin d'information ont été envoyées en 2017. Le bulletin d'information traite surtout de la mise en œuvre (nationale et internationale) de l'Agenda 2030. Une incertitude règne toujours au niveau européen quant au successeur de EU 2020, peu d'informations ont donc été transmises à ce sujet. Depuis l'approbation de l'Agenda 2030 au sein des Nations unies en 2015, la nécessité d'envoyer un bulletin d'information à des intervalles plus courts a été réduite. 2017 a été une année importante avec la présentation par la Belgique de la Voluntary National Review lors du High-Level Political Forum à New York. Plus de clarté devrait donc être fournie en 2018 au sujet de la façon dont va se dérouler la mise en œuvre au niveau européen et des conséquences de cette mise en œuvre pour le cadre post-EU 2020.

### Site Web et réseaux sociaux

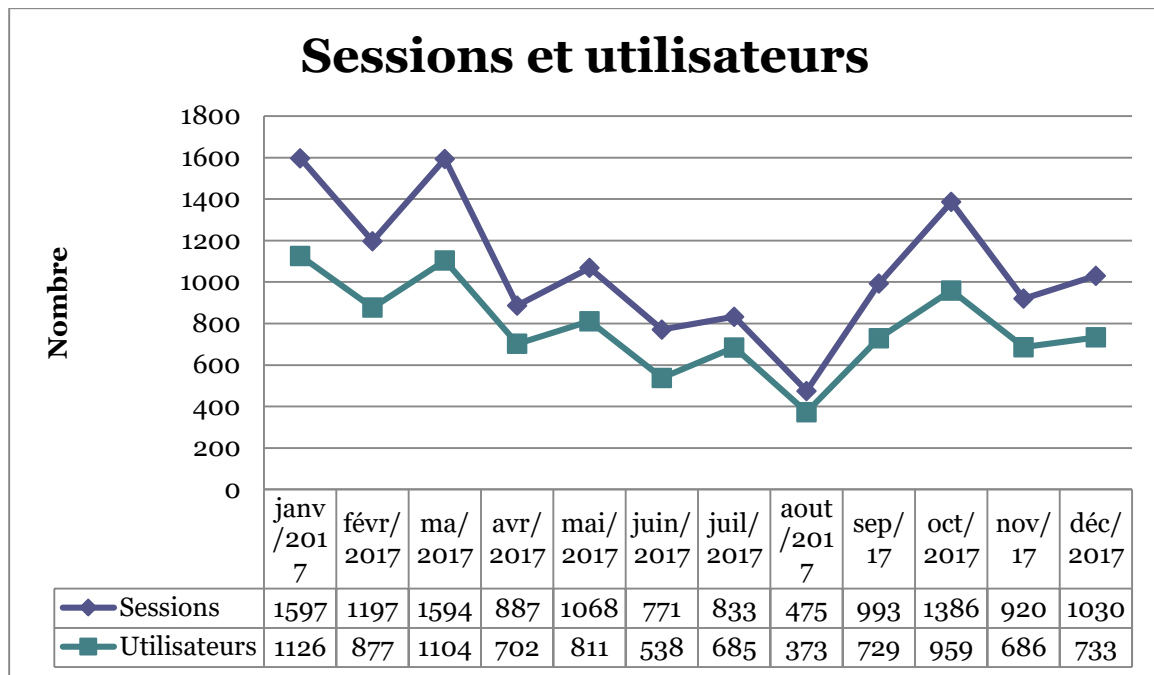
Le site web du Conseil offre de nombreuses informations sur le développement durable et sur les activités du CFDD. Il présente l'historique, la composition et le fonctionnement du CFDD. Il reprend tous les avis du Conseil depuis sa création ainsi que ceux du Conseil national du Développement durable (prédécesseur du CFDD). Le site Web offre également des liens vers des rapports d'étude, des symposiums ou d'autres activités organisées par le Conseil, ainsi que vers les sites des membres du Conseil.

Le site Web a été renouvelé en profondeur en 2013. Nous enregistrons aussi de meilleures statistiques depuis l'année 2014, soit la première année complète d'utilisation du nouveau site Web. Depuis 2015, nous pouvons aussi fournir et comparer des chiffres annuels.

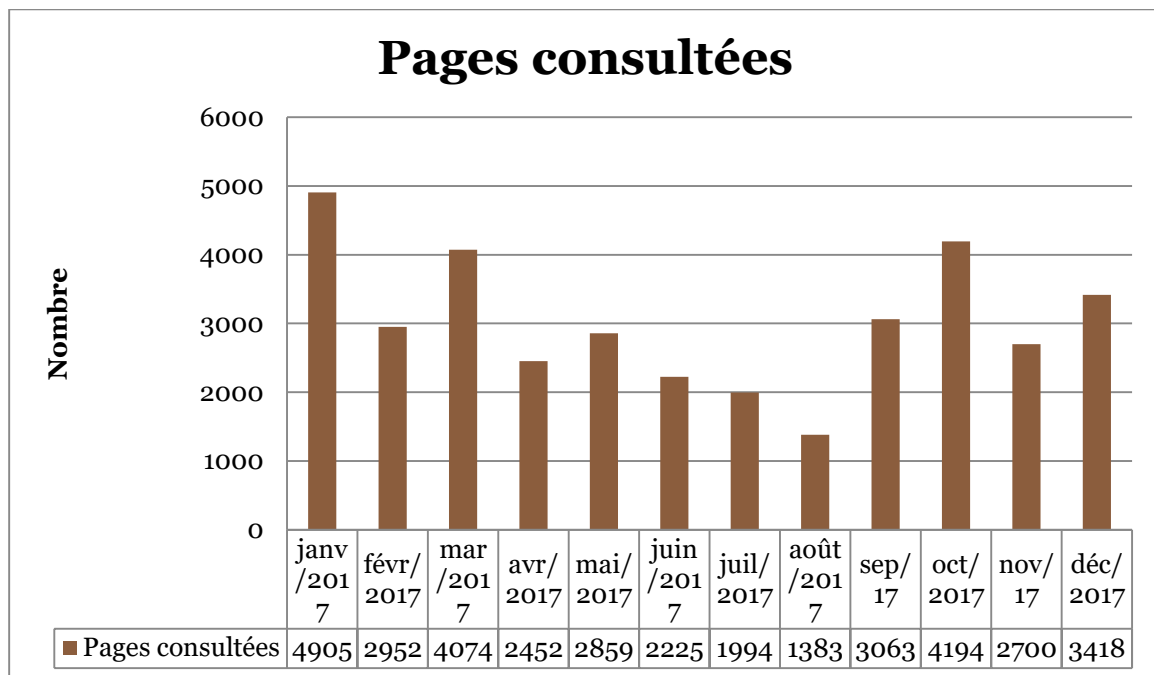
Voici quelques statistiques.



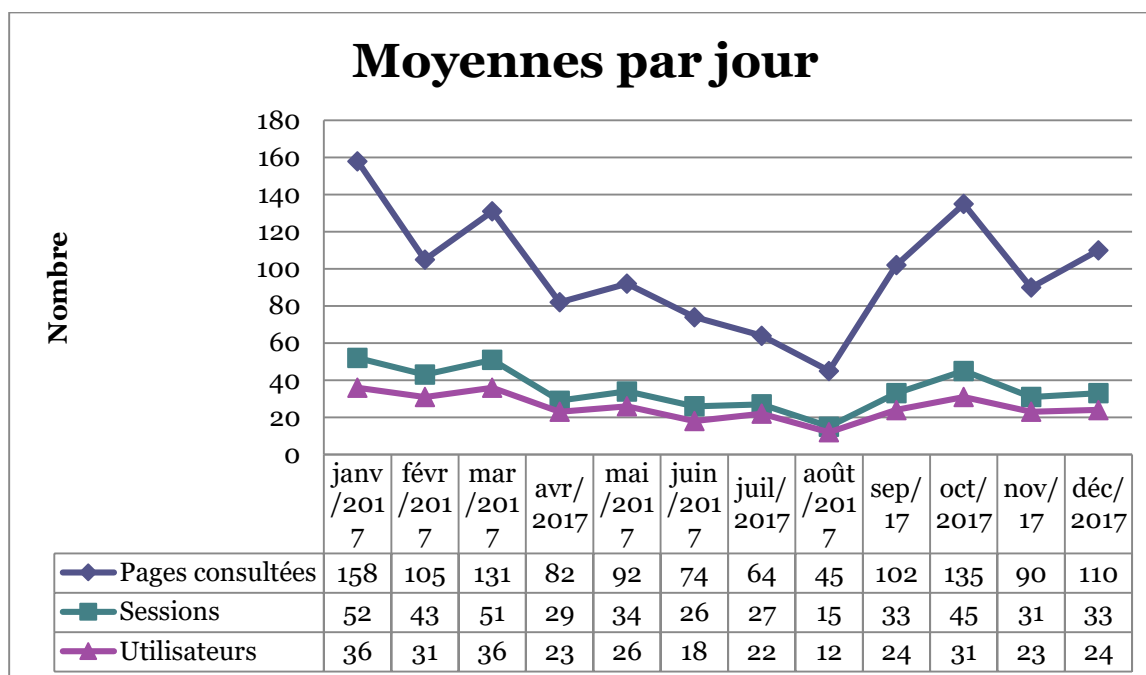
Le **graphique 3** offre un aperçu du nombre de sessions et d'utilisateurs (exemple : si un seul et même utilisateur visite notre site trois fois en une journée, il est comptabilisé comme 1 utilisateur et 3 sessions).



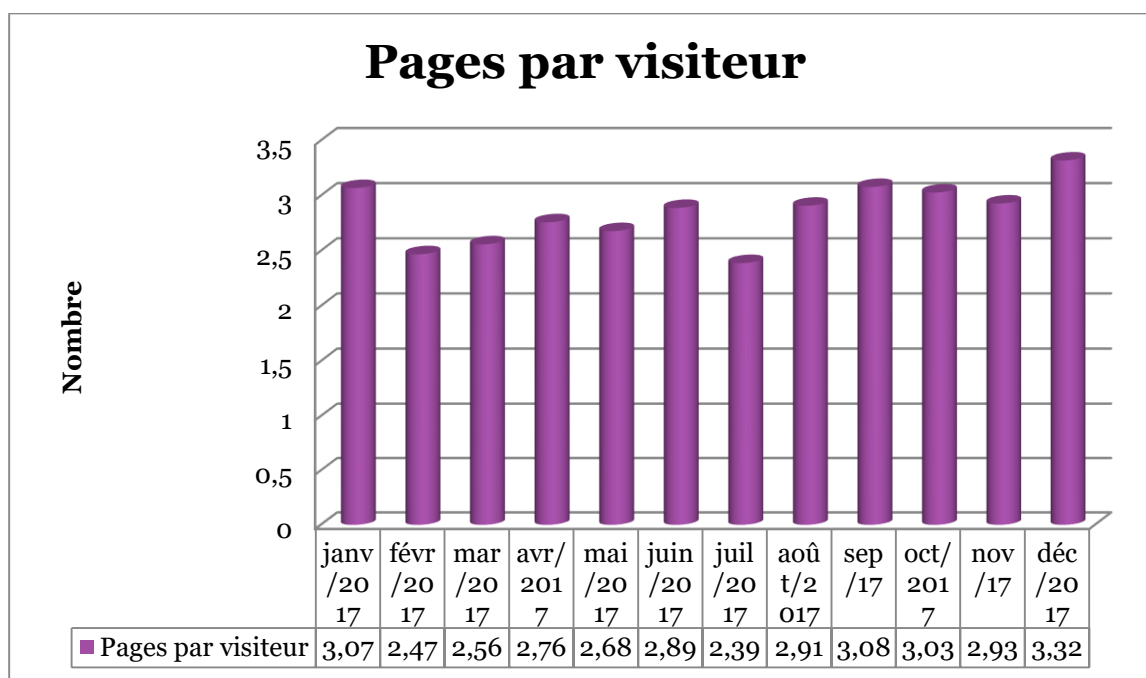
Le **graphique 4** offre un aperçu du nombre de pages consultées.



Le **graphique 5** offre un aperçu des moyennes par jour.



Le **graphique 6** offre un aperçu du nombre de pages par visiteur.



Les chiffres pour l'ensemble de l'année 2017 sont les suivants :

- Sessions: 12.751 | Utilisateurs: 7.992 | Pages consultées: 36.219
- Pages par visiteur: 2,84
- Récurrent: 39,69% | Nouveau: 60,31%

Moyennes par jour :

- 34,93 sessions
- 21,89 utilisateurs
- 99,23 pages consultées

Moyennes par mois :

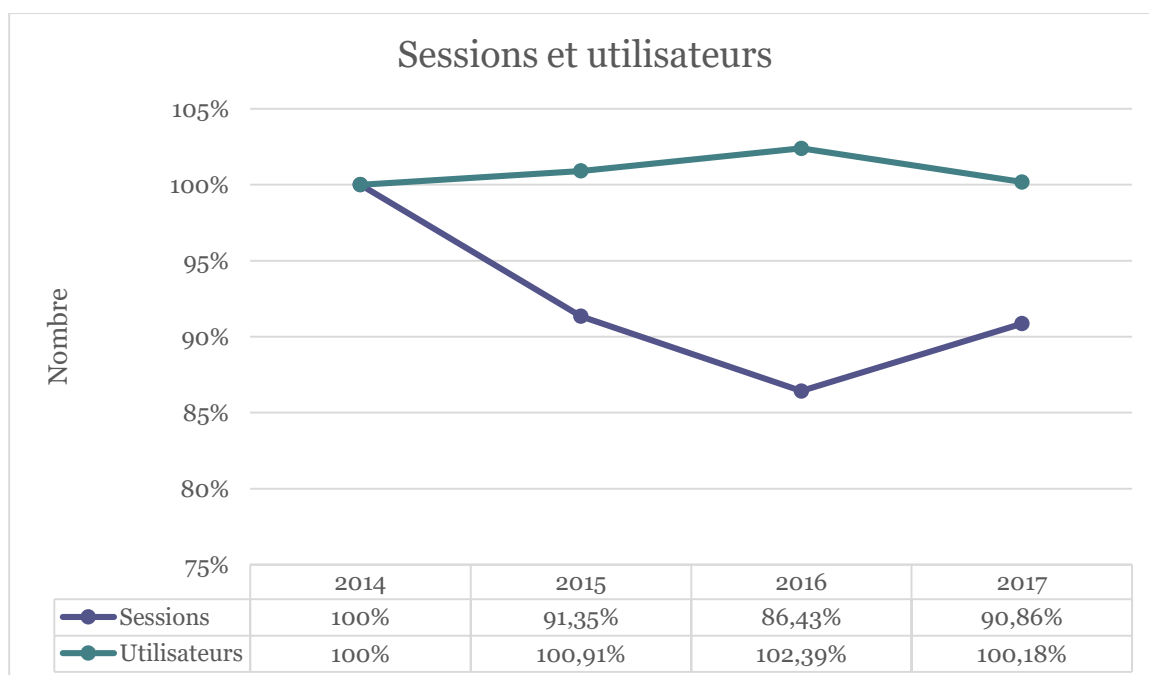
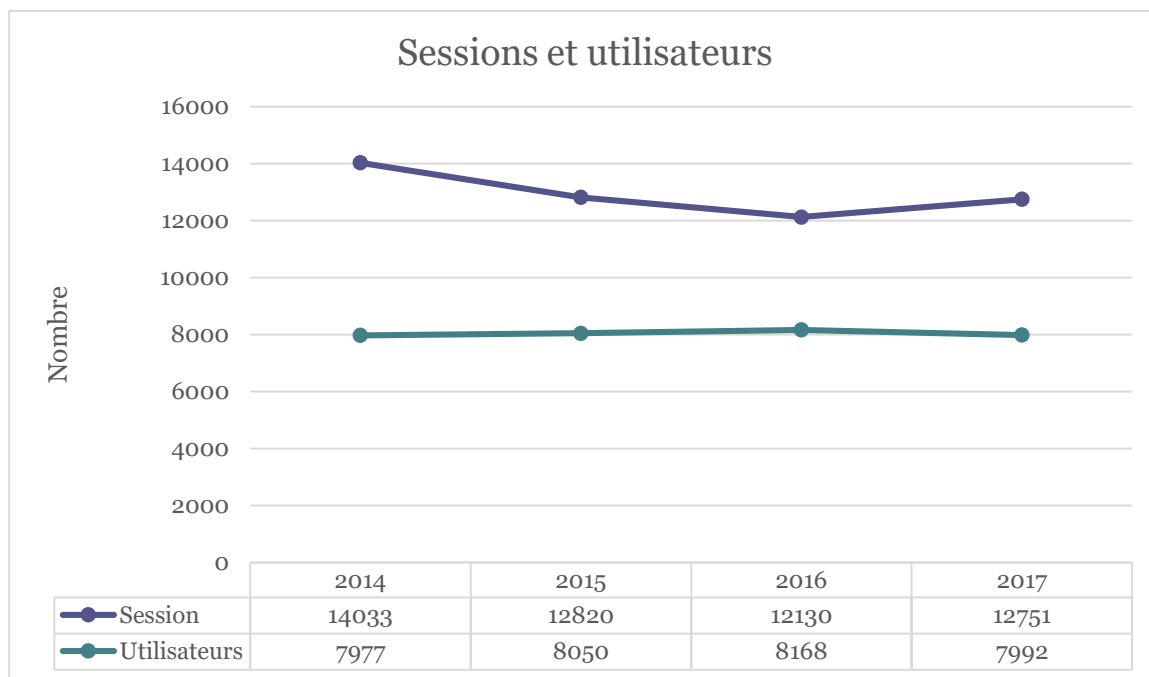
- 1.062,58 sessions
- 666 utilisateurs
- 3.018,25 pages consultées

Les 10 pages les plus visitées en 2017 :

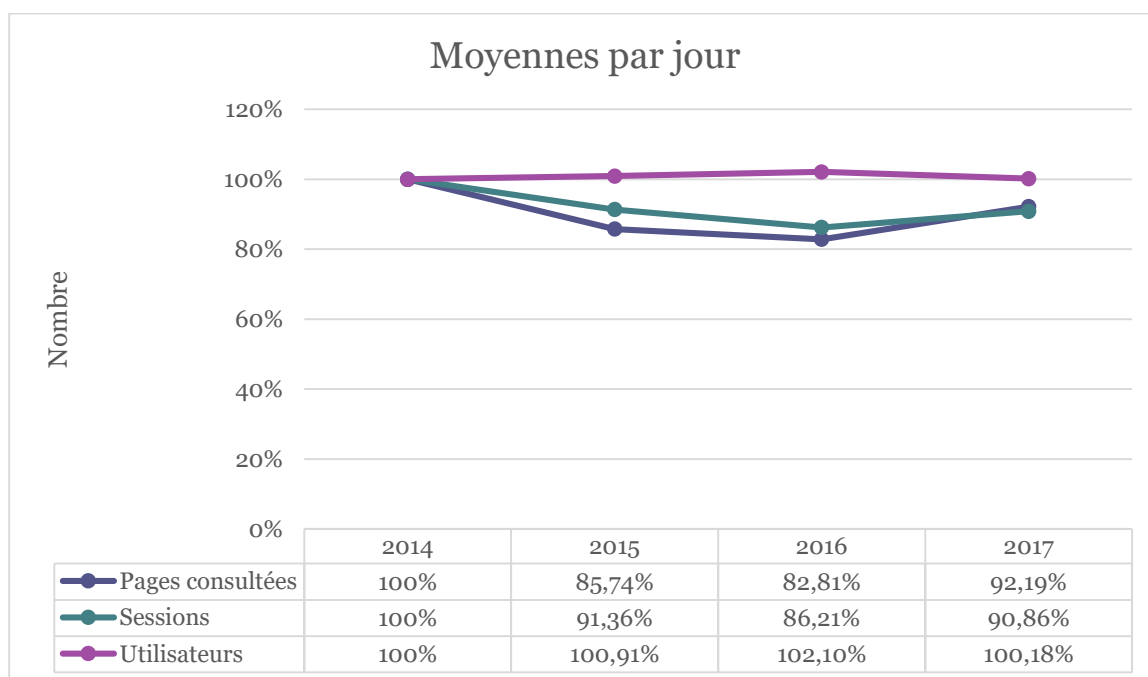
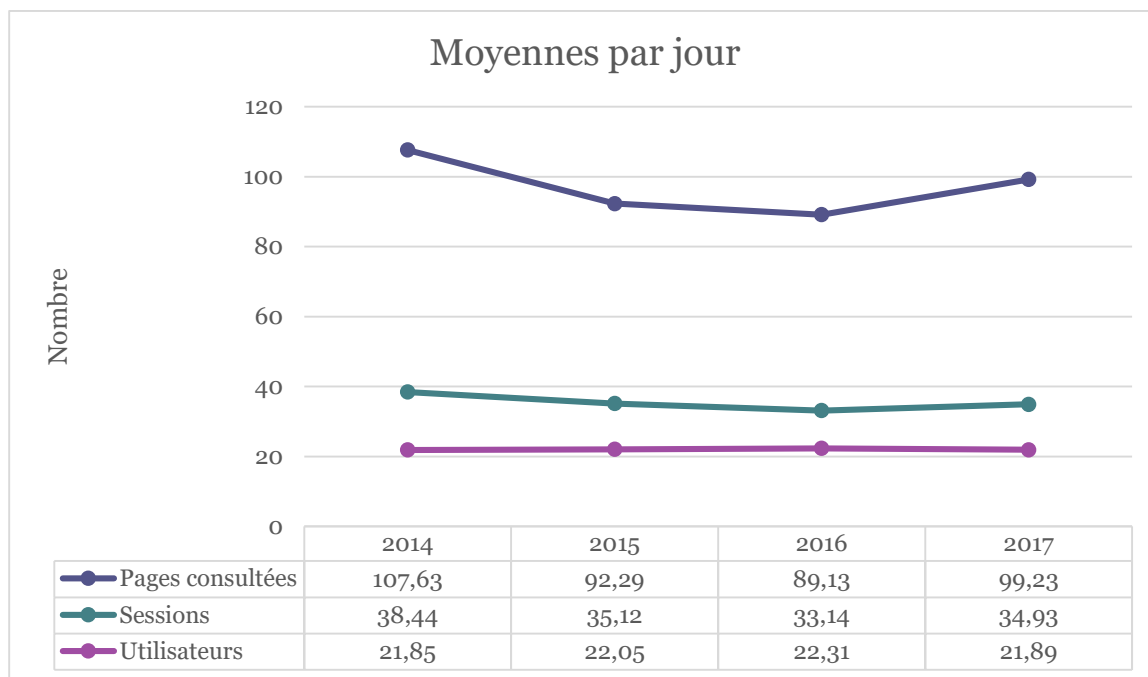
1.	/nl	3.578	9,88%
2.	/fr	3.086	8,52%
3.	/en	1.376	3,80%
4.	/nl/externe/1603-jaarforum-schakel-naar-een-hogere-energieversnelling	1.206	3,33%
5.	/fr/externe/1603-forum-annuel-accelerer-la-renovation-energetique-des-batiments	1.140	3,15%
6.	/nl/de-raad	1.002	2,77%
7.	/nl/activiteiten	943	2,60%
8.	/fr/externe	839	2,32%
9.	/fr/le-conseil	726	2,00%
10.	/fr/publications	699	1,93%

Les pics constatés dans les différents aperçus sont liés essentiellement à des activités publiques (séminaires, prix pour la presse, forum annuel) et cette année surtout au forum annuel ainsi qu'au séminaire consacré au climat et à la santé. En ce qui concerne les publications, l'*Update* semble enregistrer un score relativement élevé. L'avis distinct le plus consulté a été celui consacré au texte-cadre pour la stratégie nationale de développement durable.

Une comparaison entre les chiffres annuels des années précédentes donne le tableau suivant.







Globalement, le nombre de sessions et le nombre de pages visitées sont en légère augmentation. Mais une légère diminution est enregistrée en termes de nombre d'utilisateurs. Le changement par rapport à 2016 est limité. Les chiffres semblent indiquer que les recherches menées sur notre site Web concernent surtout des activités publiques. Le nombre d'avis publiés était à nouveau légèrement

supérieur en 2017, mais les statistiques renvoient surtout à des activités et moins à des avis. Enfin, il est probablement question également d'un glissement vers d'autres médias depuis que nous sommes présents sur Facebook, LinkedIn et Twitter. Un nombre relativement plus élevé de personnes obtiennent probablement leurs informations sur l'un des réseaux sociaux et un nombre relativement moins élevé d'entre elles consultent directement le site Web. Vu la nature des travaux du CFDD, le maintien d'une base stable de visiteurs intéressés par nos activités et publications est une bonne chose.

La page Facebook du CFDD comptait 214 likes fin 2017, autrement dit une augmentation constante depuis 2016 (186 likes à l'époque). Les albums photos sont particulièrement appréciés sur la page Facebook et attirent de nouveaux visiteurs intéressés.

Notre présence sur LinkedIn reste relativement limitée avec une augmentation lente du nombre de followers.

Depuis fin 2016, le CFDD communique aussi via Twitter. Twitter a été régulièrement utilisé en 2017, en même temps que d'autres réseaux sociaux. Nous comptons actuellement 112 followers.

## Presse

Le Conseil publie régulièrement des communiqués de presse sur ses activités (avis publiés, forums et autres activités). 7 communiqués ont été publiés en 2017, notamment au sujet du forum annuel (2), de l'avis sur le financement de la rénovation énergétique, du forum organisé à l'occasion de l'anniversaire de l'EEAC et du prix pour la presse (3).

Pour stimuler la fourniture d'informations en matière de développement durable, le Conseil organise chaque année un « Prix développement durable pour la presse du CFDD ». Ce prix est attribué en alternance à la presse écrite et aux médias audiovisuels.

Le 11 mai, la présidente Magda Aelvoet a remis au Residence Palace à Bruxelles le « Prix développement durable pour la presse du CFDD » destiné cette année à la presse écrite (journaux, revues et publications Internet).

Les lauréats étaient :

*Dans la presse francophone :*

- Catégorie Journaux: **Sophie Devillers –Camille de Marcilly** «Tour d'Europe des villes vertes », La Libre Belgique | ([article](#)) ([video](#))
- Catégorie Périodiques: **Philippe Lamotte** «Energies fossiles : coupez-les vivres! », Valériane | ([article](#)) ([video](#))
- Catégorie Médias Electroniques: **Rédaction magazine Symbioses** (Réseau Idée) « Faites-le vous-même » | ([video](#)) ([Symbioses](#)).

*Dans la presse néerlandophone :*

- Catégorie Journaux: **Annelies Roose** «40 Dagen zonder Afval», Het Nieuwsblad | ([article](#)) ([video](#))
- Catégorie Périodiques: **Guy Nantier** «Agroforestry», Veeteelt-Vlees, maandblad voor de vleesveehouderij | ([article](#)) ([video](#))

- Catégorie Médias Electroniques: **Tine Hens** «Dossier klimaattop Marrakech», Website MO\* Magazine | ([video](#)) ([Dossier Marrakech](#)).

Le prix pour la presse sera légèrement remodelé en 2018. Un travail journalistique existant ne sera plus couronné dans la nouvelle formule, mais un soutien financier sera offert à des projets à réaliser pour des articles, livres, reportages télévisés ou films. Ces projets devront traiter de l'un des thèmes de la durabilité auxquels le Conseil accorde la priorité : nouveaux modèles économiques, le financement de la transition et les objectifs de développement durable (ODD).

Le jury se compose d'anciens journalistes et de spécialistes de la communication des membres du CFDD. Vous trouverez dans le règlement plus d'informations sur le prix pour la presse.



## 3. Activités du Conseil

### 3.1 Assemblée générale

Les membres de l'assemblée générale votent les avis qui sont préparés par les différents groupes de travail, rapportent sur des conférences internationales, examinent le planning du Conseil, décident de l'organisation des activités de forum et prennent la décision finale concernant le rapport annuel, le rapport financier, le budget, le programme annuel ainsi que le programme des groupes de travail. Les différents ministres ou leurs représentants y font rapport en début d'année du suivi qui a été donné aux avis du CFDD de l'année précédente.

Trois assemblées générales ont été organisées en 2017.

Le **graphique 7** indique la répartition par groupe de membres votants durant les assemblées générales (nombre de membres présents du nombre de membres votants prévus). Voir annexe 2 pour un aperçu complet de tous les membres présents.

	13/02/2017	30/05/2017	21/12/2017
Présidente en vice-présidents	3/4	2/4	3/4
ONG environnement	1/3	2/3	1/3
ONG développement	3/4	3/4	3/4
Syndicats	3/4	1/4	3/4
Employeurs	6/6	2/6	3/6
Jeunes	1/2	2/2	2/2

Un aperçu des thèmes qui ont été traités lors des assemblées générales de 2016 :

Assemblée générale du 13 février 2017	
<b>Suivi des avis</b>	Explications fournies par les membres (des représentants des membres) du Gouvernement fédéral au sujet du suivi des avis du conseil de 2016. Exposé des demandes d'avis attendues pour 2017. Discussion avec les membres.
<b>Avis</b>	Approbation de l'avis sur le projet de Plan national d'adaptation pour la Belgique 2016-2020.
<b>Présentation</b>	Présentation par Marc Van de Vreken (cabinet du ministre De Croo) au sujet de la préparation de la Voluntary National Review de la Belgique.
<b>Discussion</b>	Discussion avec les membres au sujet des thèmes prioritaires pour le conseil en 2017.
<b>Planning</b>	Planning des activités du CFDD.
<b>Budget</b>	Budget 2017.
Assemblée générale du 30 mai 2017	
<b>Avis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approbation de l'avis sur le financement de la rénovation énergétique des bâtiments utilisés pour les services publics.</li> <li>• Approbation de l'avis sur le projet de National Voluntary Review.</li> </ul>
<b>Planning</b>	Approbation des thèmes et activités du CFDD en 2017-2018. Planning des activités du CFDD.

<b>Rapport annuel 2016</b>	Présentation et discussion sur le rapport de durabilité du CFDD. Présentation du rapport administratif.
<b>Assemblée générale du 21 décembre 2017</b>	
<b>Avis</b>	Approbation de l'avis sur la vision à long terme concernant la mer du Nord. Présentation de différents avis déjà approuvés en 2017 et d'avis en préparation par le groupe de travail Normes de produits.
<b>Discussion</b>	Quelle place les ODD occupent-ils chez les membres : présentation par les groupes de membres d'une initiative en la matière.
<b>Présentations</b>	Présentation des résultats de la Conférence sur le climat de Bonn (COP23) et des perspectives pour la COP24 à Katowice par Peter Wittoeck (Service fédéral Climat). Présentation du rapport fédéral sur le développement durable par Alain Henry (Bureau fédéral du Plan, taskforce Développement durable).
<b>Planning</b>	Planning des activités du CFDD

## 3.2 Groupes de travail

Les groupes de travail suivants ont été actifs en 2017 :

- Ad hoc Financement de la transition (FT) (5) (5 = nombre de réunions)
- Énergie et climat (EC) (2)
- Relations internationales (RI) (5)
- Normes de produits (NP) (12)
- Modèles économiques innovants ad hoc (MEI) (4)
- Biodiversité et Forêts (BF) (1)

Trois comités d'accompagnement ont également été actifs :

- CA Forum Jeunes et Climat (CA1) (1). Il fut question d'une réunion de suivi du forum qui s'est déroulé en 2016.
- CA Étude rénovation (BC2) (1). Les activités liées à cette étude ont été organisées essentiellement en 2016. Les derniers accords ont été conclus lors d'une réunion du groupe de travail 'Financement de la transition'. L'étude a ensuite été présentée lors du forum annuel.
- CA Étude ODD (BC3) (3). Le comité d'accompagnement a déterminé le cadre et a encadré les activités des chercheurs. L'étude a été clôturée en 2018.

33 réunions au total ont été organisées.

Les groupes de travail sont constitués de membres du Conseil ou de suppléants et d'experts désignés par eux. Les groupes de travail peuvent inviter des fonctionnaires et d'autres experts. L'assemblée générale désigne les présidents des groupes de travail sur proposition du Bureau. Les groupes de travail préparent les avis d'une façon approfondie pour que l'assemblée générale ne doive plus régler que certains points difficiles. Chaque groupe de travail est secondé par un membre du personnel du secrétariat.

## Participation aux groupes de travail

	FT	EC	RI	NP	MEI	BF	CA1	CA3	2017	2016	2015	2014	2013	2012
<b>Nombre</b>	5	2	5	12	4	1	1	3	33	32	32	34	36	20
<b>Moyenne</b>	5,4	11,5	10,6	10,3	5,75	7	8	7,6	8,7	10,3	8,28	8,7	8,9	7,9

## 3.3 Bureau

Le Bureau se compose du président d'honneur (dont le représentant est invité aux réunions), du président et des vice-présidents. Depuis 2004, les organisations des employeurs, les syndicats, les organisations non gouvernementales de protection de l'environnement et les organisations non gouvernementales de coopération au développement délèguent des responsables politiques pour siéger au Bureau. Depuis cette année-là, un système de suppléance a été mis en place pour les membres du Bureau. Le directeur et un membre du secrétariat prennent également part aux réunions.

### Tâches

L'assemblée générale a délégué la gestion quotidienne du Conseil au Bureau. Ce dernier se consacre notamment à la préparation et au suivi de l'assemblée générale, à la transmission des projets d'avis des groupes de travail à l'assemblée générale, à la présentation à l'assemblée générale du rapport annuel et du rapport financier pour approbation, à la sélection du personnel, à la prise de décisions pratiques importantes et à la direction du secrétariat.

### Composition (fin 2017)

	Membres	Suppléants
<b>Présidente</b>	Magda Aelvoet	
<b>Vice-présidents</b>	Mathieu Verjans (CSC) Mathias Bienstman (BBL) Olivier Van der Maren (FEB)	
<b>Organisations d'employeurs</b>	Vanessa Biebel (FEB) Pieterjan Debergh (UNIZO)	
<b>Organisations de travailleurs</b>	François Sana (CSC) Sébastien Storme (FGTB)	
<b>ONG Environnement</b>	Céline Tellier (IEW) Sofie Luyten (WWF)	
<b>ONG Développement</b>	Rudy De Meyer (11.11.11) Nicolas Van Nuffel (CNCD)	
<b>Scientifiques</b>	Dries Lesage ou Tom Bauler ou Delphine Misonne	
<b>Représentant du roi</b>	Pierre Cartuyvels	
<b>Secrétariat</b>	Marc Depoortere (directeur)	

### Aperçu des réunions

Le Bureau se réunit sur base mensuelle, à l'exception des mois de juillet et août. En 2017, le Bureau s'est réuni à dix reprises et ce, aux dates suivantes : 17/01, 14/02, 14/03, 25/04, 09/05, 13/06, 12/09, 17/10, 21/11, 21/12.

Une réunion supplémentaire a été organisée le 09/10.

### 3.4 Dialogue politique

Le Conseil organise des tables rondes à la demande d'un(e) ministre ou de sa propre initiative pour que les différents groupes de membres puissent communiquer au sujet d'un thème spécifique et que le (la) ministre puisse dialoguer au sujet de sa politique avec la société civile.

#### **Politique commerciale mondiale, 8 février 2017**

Une table ronde avec le ministre des Affaires étrangères est organisée lors de chaque début d'année. Cette année, cette table ronde a eu lieu le mercredi 8 février et a permis d'aborder différents thèmes liés à la politique commerciale internationale. Les groupes de membres ont pu transmettre leurs questions au préalable et étaient largement représentés lors de la table ronde. Après une introduction par le Ministre Reynders consacrée à des dossiers importants en cours et à la position belge en la matière, les membres présents ont pu poser leurs questions. Les sujets abordés ont été les suivants, notamment : politique commerciale globale, TISA, CETA, Corée, Colombie-Pérou, EPA, Philippines et Indonésie, Vietnam, transparence dans les nouvelles négociations, protection des investissements, système GSP, droits de l'homme, Brexit et libéralisation des services financiers. Après la réunion, les membres ont reçu par écrit une réponse complète aux questions qu'ils avaient soumises.

#### **Mise en œuvre des ODD, 20 juin 2017**

Pour cette table ronde, le CFDD avait invité des représentants des différents cabinets fédéraux et régionaux impliqués dans la mise en œuvre des ODD dans notre pays, en plus des fonctionnaires de coordination des Affaires étrangères. Les conseils consultatifs régionaux qui ont collaboré à l'avis sur la Voluntary National Review (VNR) ont également été invités. Les groupes de membres avaient pu soumettre leurs questions au préalable. Au début de la réunion, les représentants des cabinets ont eu la possibilité de réagir à l'avis sur la VNR. Les différentes questions, groupées par thème, ont ensuite été abordées.

#### **Climat, 3 juillet 2017**

Le Conseil a organisé le 3 juillet, à la demande de la présidente de la Commission nationale Climat, une table ronde autour de la Septième communication nationale sur le changement climatique. Différents conseils consultatifs (fédéraux et régionaux) y ont été invités pour participer à un échange d'idées avec les auteurs de cette communication. Les différents volets de la communication ont été présentés. Ensuite, les participants ont pu poser leurs questions et formuler leurs remarques.

#### **Accords de libre-échange, 26 septembre 2017**

Cette table ronde s'est déroulée en présence de fonctionnaires des Affaires étrangères et de la Commission européenne. La concertation s'inscrivait dans le projet de la Commission qui consiste à élaborer de nouvelles dispositions en matière d'intégration d'un développement durable dans des accords de libre-échange (TSD). La Commission a organisé des moments de concertation avec des parties prenantes des différents États membres. Le CFDD a été contacté via les Affaires étrangères pour cette concertation. Les membres CFDD ont eu la possibilité de transmettre au préalable des

questions au sujet de la politique commerciale (décrite comme ‘mise en œuvre d’accords de libre-échange’). Les questions posées ont été plus larges que le sujet proposé par la Commission.

### 3.5 Activités de forum

Le CFDD organise des forums, des séminaires et des auditions pour stimuler la discussion sur le développement durable et pour en retirer des informations utiles à la formulation de ses avis.

#### **Forum annuel, Accélérer la rénovation énergétique des bâtiments, le 16 mars 2017**

Le [Forum](#) a été consacré à la discussion de l’étude du CFDD sur le financement de la rénovation énergétique des bâtiments remplissant une fonction publique. Cette étude a permis d’identifier les obstacles à ce financement et de formuler un certain nombre de recommandations pour les lever. Après la présentation de l’étude, les informations obtenues ont été complétées par des interventions de la Banque KfW et de la Caisse des dépôts et consignations, qui ont mis en œuvre des dispositifs spécifiques pour financer la rénovation énergétique des bâtiments publics en Allemagne et en France. Une présentation a également été donnée par la Banque Belfius, à propos de la mise en œuvre du programme « private finance for energy efficiency » européen (PF4EE) en Belgique. Des représentants de différents services publics compétents ont ensuite pris la parole. Les résultats du forum ont servi à la rédaction de l’avis du CFDD approuvé par l’assemblée générale du 30 mai 2017.

#### **Prix pour la presse, le 11 mai 2017**

Pour plus d’informations sur le prix de la presse, voir la description fournie au chapitre ‘Sensibilisation et communication’.

#### **Séminaire investissement et dette publique, le 22 juin 2017**

Le Conseil a organisé ce [séminaire](#) pour approfondir la question de savoir si les règles budgétaires européennes du pacte de stabilité et de croissance et du traité intergouvernemental sur la stabilité, la coordination et la gouvernance représentent un obstacle au financement de la transition par les Etats membres. Les contributions de la Commission européenne, de l’Institut des comptes nationaux et des Professeurs Bruno Colmant et Wim Moesen nous ont permis de mieux comprendre les différents aspects de cette problématique complexe. L’on a vu notamment que plusieurs dispositifs étaient déjà prévus au niveau européen pour rendre possibles des investissements publics importants malgré les limites du déficit budgétaire autorisé. Il s’est avéré cependant qu’il était nécessaire d’élargir les possibilités de financer les investissements publics par la dette.

#### **Séminaire financement de la transition, le 5 octobre 2017**

L’objectif de ce [séminaire](#) était d’estimer les coûts de la décarbonation de certains secteurs de l’économie belge et de voir si les autorités publiques sont réellement en mesure d’assurer que les moyens financiers seront suffisants pour financer les investissements requis. Les présentations nous ont donné une idée plus précise des méthodologies utilisées pour estimer les besoins dans les secteurs des bâtiments, des transports et électrique. Nous avons vu ensuite qu’il existait un problème de données relatives au financement de l’atténuation des changements climatiques en Europe, tant en ce qui concerne les flux financiers existants que les investissements planifiés. Cela étant, l’on a déjà pu

établir qu'il existait un « investment gap » annuel de 179 milliards d'euros sur la période 2021-2030 pour les 28 Etats membres.

### **Séminaire financement de la transition, le 23 octobre 2017**

Ce [séminaire](#) nous a donné l'occasion de découvrir certaines mesures et instruments spécifiques du financement de la transition, avec des applications en matière de mobilité électrique et d'énergie. Nous avons vu notamment comment des collectivités pouvaient faire appel à des tiers-investisseurs financés par des coopératives dans lesquels les citoyens ont la possibilité de contribuer financièrement à la transition énergétique. L'Union européenne promeut également le financement privé de la transition énergétique, notamment par l'initiative « financement intelligent pour des bâtiments intelligents ». Ensuite nous avons abordé des questions plus larges concernant le financement de la transition, à commencer par l'enjeu crucial de la tarification du carbone pour réorienter les investissements (pénalisation économique de l'externalité carbone). Nous avons également pris connaissance de certaines conditions institutionnelles propices à la relance des investissements en Belgique.

### **Conférence changements climatiques et santé, le 26 octobre 2017**

Cette conférence, qui s'est déroulée au Sénat sous la direction du prof. Jean-Pascal van Ypersele, a permis d'approfondir la question de l'impact que le changement climatique peut avoir sur la santé en Europe et dans notre pays. Quels sont les coûts en termes financiers et de souffrances humaines pour la société ? Quels risques des groupes vulnérables comme les femmes enceintes, les enfants, les personnes âgées, les personnes allergiques, etc. courent-ils ? Quelle est la politique à mener pour les protéger ? Comment anticiper ces risques pour la santé, à la fois pour ces groupes et pour la population en général ? Quelle politique exerçant un impact positif sur la santé et le climat peut être menée ? Comment créer des situations 'win-win' pour la santé publique, le climat, l'environnement et les dépenses publiques ? Ces questions, notamment, ont été abordées lors de cette conférence qui accueillait des intervenants comme Christine Defraigne, Tom Auwers, Jean-Pascal van Ypersele, Vladimir Kendrovski, An van Nieuwenhuysse, Yseult Navez et Hans Keune.

## 3.6 Représentation

### **Au niveau international**

Les décisions politiques qui sont approuvées aux niveaux international et européen exercent un impact important au niveau national. Le Conseil suit donc de près l'agenda international. Les membres et le secrétariat participent à des conférences internationales. De cette façon, le Conseil acquiert l'expertise nécessaire, qui permet de renforcer l'échange des idées et de propositions politiques. Cette année, les membres du Conseil ou du secrétariat ont participé à différentes conférences internationales (notamment les réunions de l'EEAC et de l'ESDN). Les rapports et les éventuelles informations (contextuelles) en la matière sont disponibles au secrétariat du Conseil.

### **Le réseau européen des Conseils en environnement et de DD EEAC**

Le réseau européen [EEAC](#) (European Environment and Sustainable Development Advisory Councils) a organisé ce 12 octobre 2017 sa vingt-cinquième conférence annuelle à Maastricht sur le lien entre politiques, citoyens et science. Les présentations et le programme de la conférence annuelle sont disponibles [sur le site de l'EEAC](#).

Les débats ont porté sur l'évaluation de 25 ans de politique développement durable au niveau européen. Les objectifs de développement durable soutenu dans l'Agenda 2030 concrétisent le développement durable au niveau des Nations Unies. Si beaucoup de participants et d'orateurs ont souligné que tout était disponible pour réaliser ces objectifs, il manque une chose essentielle : une réelle stratégie ambitieuse pour une politique de développement durable au niveau européen, en particulier au niveau social.

Dans ce cadre, le rôle de la science est essentiel, car elle peut assurer la légitimité des connaissances nécessaires pour permettre de faire des arbitrages, de prendre des décisions politiques, de déterminer des priorités... Les scientifiques sont également appelés à contribuer aux débats entre citoyens et politiques.

Néanmoins, face à la complexité des problèmes à traiter, le développement durable présente souvent cette exigence de devoir aller au-delà d'une approche « en silo ». Ce type d'approche transversale est difficile à appliquer en politique (des départements peuvent éprouver des difficultés à collaborer), l'est également en sciences (une approche transdisciplinaire n'est pas toujours une évidence).

Le réseau EEAC regroupe en fait des conseils de plusieurs types. Il y a les conseils composés de scientifiques qui tentent dans les sujets qu'ils abordent d'utiliser la transversalité et les conseils plus représentatifs de la société civile. Ces conseils doivent avoir comme mission de maintenir l'attention sur le long terme dans la confection des programmes politiques.

Ces conseils ont aussi souvent comme mission d'élargir la base sociétale au développement durable et donc de pouvoir présenter des scénarios et des visions, structurés notamment sur l'atteindre des SDG's. Certains conseils deviennent donc des lieux où des liens peuvent se créer entre politiques, société civile, scientifiques et citoyens ; en effet, plusieurs conseils ont initié des activités spécifiques destinés aux écoles, aux citoyens ou aux jeunes, en les impliquant parfois dans la construction des savoirs scientifiques.

Différents groupes de travail travaillent au sein du réseau EEAC et leur objectif premier consiste à échanger des connaissances entre les membres. Le CFDD est représenté dans les groupes de travail « Énergie », « Développement durable » et « Economie circulaire ». Le groupe de travail 'Énergie' s'est consacré en 2017 au cadre législatif mis en place pour atteindre des objectifs climatiques avec une attention particulière pour l'aspect financement. La question sur laquelle se penche le groupe de travail 'Développement durable' reste le rôle que peut jouer le nouveau cadre de l'Agenda 2030 et des ODD comme moteur d'un renouvellement et d'un renforcement de la politique de développement durable au niveau européen. Dans ce cadre, un rapprochement structurel s'est opéré avec le [Comité économique et social européen](#).

### **ESDN (European Sustainable Development Network)**

Le secrétariat du CFDD suit aussi les activités de l'[ESDN](#). Ce réseau informel regroupe des administrations et des experts et traite des stratégies européennes de développement durable.

Son objectif est de permettre le partage d'expériences entre ses membres sur des thèmes liés à la mise en application politique du développement durable dans les différents Etats, notamment les stratégies nationales de développement durable.

En 2017, aucun membre du secrétariat n'était présent lors d'activités du réseau ESDN. Les contacts et le suivi ont été assurés par voie électronique.

## Au niveau national

Au niveau national, le CFDD est invité comme observateur à la Coordination du développement durable (COORMULTI) (plus ou moins) mensuelle du SPF Affaires étrangères (direction M7) qui coordonne la position de la Belgique et la participation belge aux rencontres internationales dans le cadre des Nations unies.

La majorité des organisations membres du Conseil et le secrétariat sont également invités à la concertation avec les parties prenantes du Comité de coordination de la Politique internationale en matière d'Environnement (CCPIE) des services fédéraux de l'environnement.

2017 a également été marquée par une rencontre avec le Comité finlandais de prospective (le 04/10), une commission parlementaire responsable de la prospective. Lors d'une journée d'information organisée sur le thème de la mise en œuvre des ODD dans notre pays, une table ronde a été organisée en présence de représentants des différents groupes de membres du Conseil.

Le personnel du secrétariat participe aussi à des conférences, des journées d'études, des séminaires et des forums en Belgique, en fonction des thèmes et des possibilités. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des activités auxquelles les membres du secrétariat ont participé :

- Colloque d'Ecolo/Groen sur l'obsolescence programmée, Sénat, Bruxelles, 23/01/2017
- Coormulti, Brussel, 25/01/2017
- Nouveaux modèles économiques et innovation sociale : une opportunité pour une meilleure Europe – CESE, Bruxelles, 17/02/2017
- Financement rénovation bâtiments, Bruxelles, 23.02.2017
- Le nouveau monde du travail et le travail durable : quels enjeux pour la flexibilité du temps de travail et de l'espace de travail ?, UCL, Louvain-la-Neuve, 23/02/2017
- Webinaire Sustainable Urban Mobility Plans and Shared Mobility: The Perfect Couple, 24/03/2017
- Vergadering Coormulti, Brussel, 03/04/2017
- Conférence sur la biodiversité et les entreprises, Bruxelles, 21/04/2017
- ACROPOLIS Workshop | Tackling climate, fragility & finance challenges for the 2030 Agenda for Sustainable Development, Brussel, 20/04/2017
- Conférence sur la sécurité nucléaire, Bruxelles, 10/05/2017
- Audition sur la justice climatique, Bruxelles, 24/05/2017
- Coormulti, Brussel, 15/06/17
- Conférence sur les législations climatiques, Bruxelles, 19/06/2017
- EU Sustainable Energy Week, Bruxelles, 21/06/2017
- Symposium Metaforum: Wat met de circulaire economie, Leuven, 22/06/17
- Coormulti, Brussel, 05/07/17
- Economie Circulaire en entreprise : exemples et mise en pratique, UCM, LLN, 14/09/2017
- Coormulti, Brussel, 25/09/17
- Middag van de DO: Megatrends en SDGs, Brussel, 05/10/17
- Kate Raworth expert seminar, Brussel, 09/10/17
- Analyse du régime actuel des voitures de société, Bruxelles, Université Saint-Louis, 17/10/17
- Demande de mobilité : présentation du modèle PLANET, SPF Mobilité et Transports, Brussel, 19/10/2017
- Workshop: The role of science in strengthening an integrated policy approach for our seas and oceans, Brussel, 14/11/17



- Conférence sur l'adaptation au CC en Belgique, Bruxelles, 23/11/17
- Séminaire How to integrate the SDG framework into the GRI guidelines, Brussel, 28/11/17
- Conférence sur les utilisateurs finaux dans la transition énergétique, Bruxelles, 29/11/2017
- Conférence sur la libéralisation du marché de l'énergie en Belgique, Bruxelles, 30/11/2017
- COP 23, Bonn, 13-17/11/2017
- Conférence sur les risques liés aux pesticides, Paris, 12/12/2017

Les rapports de ces conférences sont compilés dans une note 'externe' envoyée aux membres de l'assemblée générale et, depuis 2011, aux membres des groupes de travail.

## 4. Rapport financier

---

Le budget total disponible du Conseil s'élevait en 2017 à 207.000 €, dont 16.000 € ont été administrativement bloqués. Ce montant se répartissait comme suit :

- € 186.000 (11.000 bloqués) pour les frais de fonctionnement non informatiques.
- € 3.000 pour le fonctionnement informatique.
- € 4.000 (2.000 bloqués) pour les investissements.
- € 5.000 (3.000 bloqués) pour les investissements informatiques.
- € 3.000 pour les frais de déplacement et remboursement d'adsl et de GSM pour le télétravail.
- € 6.000 pour le prix pour la presse.

Comme chaque année, une partie des montants engagés durant l'année précédente n'ont pu être liquidés (payés) que l'année suivante.

Le tableau suivant indique en détail les dépenses et engagements pour 2017.

<b>Budget 2017</b>		
<b>Total</b>	<b>207.000</b>	
<b>A. Fonctionnement</b>	<b>195.000</b>	
1. Fonctionnement (sans informatique)		186.000
2. Prix pour la presse		6.000
3. Fonctionnement informatique		3.000
<b>B. Investissements</b>	<b>9.000</b>	
1. Investissements (sans informatique)		2.000
2. Investissements informatique		5.000
<b>C. Déplacements, adsl, ...</b>	<b>3.000</b>	
Déplacements/Internet personnel		3.000

	<b>Budget 2017</b>	<b>Dépenses 2017</b>
<b>A. Fonctionnement</b>		
<i>1. Fonctionnement (sans informatique)</i>	<b>186.000</b>	<b>159.434</b>
<i>Blocage</i>	<b>-11.000</b>	
<i>Disponible</i>	<b>175.000</b>	
<b>1.1 Rémunérations et remboursement des frais</b>		
Jetons de présence	15.000	11.525
Frais de déplacement	1.500	1.916
Participation à des conférences internationales	25.000	19.438
Rémunération des experts	3.000	2.055
<b>Sous-total</b>	<b>43.500</b>	<b>34.935</b>
<b>1.2 Locaux secrétariat</b>		
Nettoyage des locaux	7.318	7.166
Charges locatives Tour des Finances	24.000	28.300
<b>Sous-total</b>	<b>31.318</b>	<b>25.466</b>
<b>1.3 Marchandises et services (dépenses récurrentes)</b>		

Petits frais du service	3.750	3.103
Leasing (photocopieurs)	1.900	1.834
Téléph. fixe (téléphone + Internet)	3.000	2.791
Service GSM	1.500	706
Abonnements journaux et publications	3.000	2.619
Traductions	15.000	17.586
<b>Sous-total</b>	<b>28.150</b>	<b>28.639</b>
<b>Dépenses récurrentes (= 1.1 + 1.2 + 1.3)</b>	<b>102.968</b>	<b>89.039</b>
<b>1.4 Marchandises et services (dépenses non-récurrentes)</b>		
Réceptions, frais AG et BU	1.000	3.415
Petites fournitures de bureau, papier	1.500	2.857
Formations	0	490
<b>Sous-total</b>	<b>2.500</b>	<b>6.762</b>
<b>1.5 Sensibilisation et communication</b>		
Prix développement durable pour la presse	7.000	9.077
Forum annuel	8.000	3.420
Reportage	40.000	39.749
Séminaires/lunch-débat	8.000	4.887
<b>Sous-total</b>	<b>63.022</b>	<b>57.134</b>
<b>1.6 Contribution financière</b>		
Contribution EEAC	6.500	6.500
<b>Sous-total</b>	<b>6.500</b>	<b>6.500</b>
<b>Total A1</b>	<b>174.968</b>	<b>159.434</b>
Disponible (non engagé/non dépensé)	<b>32</b>	<b>15.566</b>
<b>2. Prix pour la presse</b>	<b>6.000</b>	<b>6.000</b>
<b>Total A2</b>	<b>6.000</b>	<b>6.000</b>
Disponible (non engagé/non dépensé)	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>3. Fonctionnement informatique</b>	<b>3.000</b>	<b>2.543</b>
<b>Total A3</b>	<b>3.000</b>	<b>2.543</b>
Disponible (non engagé/non dépensé)	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>B. Investissements</b>		
<b>1. Investissements (sans informatique)</b>	<b>4.000</b>	<b>751</b>

<i>Blocage</i>	<b>-2.000</b>	
<i>Disponible</i>	<b>2.000</b>	
<b>Total B1</b>	<b>2.000</b>	<b>751</b>
Disponible (non engagé/non dépensé)	<b>2.000</b>	<b>1.249</b>
<i>2. Investissements (informatique)</i>	<b>5.000</b>	<b>0</b>
<i>Blocage</i>	<b>3.000</b>	
<i>Disponible</i>	<b>2.000</b>	
<b>Total B2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Disponible (non engagé/non dépensé)	<b>2.000</b>	<b>2.000</b>

---

## Annexe 1 : Composition du Conseil en 2017

---

S.A.R. le Roi Philippe (président d'honneur)

### Membres ayant droit de vote

La présidente

- Magda Aelvoet (présidente – membre du Bureau)

3 vice-présidents

- Mathias Bienstman (vice-président – membre du Bureau)
- Olivier Van der Maren (vice-président – membre du Bureau)
- Mathieu Verjans (vice-président – membre du Bureau)

3 représentants des ONG pour la protection de l'environnement

- Olivier Beys (World Wildlife Fund for Nature, Belgium – membre du Bureau)
- Sara Van Dyck/Laurien Spruyt (Bond Beter Leefmilieu, BBL)
- Christophe Schoune (Inter-Environnement Wallonie, IEW – membre du Bureau)

3 représentants des ONG pour la coopération au développement

- Brigitte Gloire (Oxfam-Solidarité)
- Véronique Rigot (CNCD)
- Rudy De Meyer (11.11.11 – membre du Bureau)

6 représentants des syndicats

- Bert De Wel (ACV-CSC)
- Nilufer Polat (ACLVB-CGSLB)
- Sébastien Storme (ABVV-FGTB)
- Caroline Verdoot (ABVV-FGTB)
- Marie-Hélène Ska (ACV-CSC)
- X (ABVV-FGTB)

6 représentants des employeurs

- An Nachtergaele (Fédération de l'Industrie Alimentaire, FEVIA)
- Françoise Vantiggelen (DETIC, Essenscia)
- Capucine Debuyser (Union des Classes Moyennes, UCM)
- Marie-Laurence Semaille (Fédération Wallonne de l'Agriculture, FWA)
- Piet Vanden Abeele (Unie van Zelfstandige Ondernemers, UNIZO)
- Vanessa Biebel (VBO-FEB)

2 représentants des organisations de jeunesse

- Herlinde Baeyens (Vlaamse Jeugdraad)
- Elliot Herman (Conseil de la Jeunesse)

## **Observateurs**

### Conseillers scientifiques

- Prof. Karen Allacker (KULeuven)
- Prof. Brent Bleys (UGent)
- Prof. Katja Biedenkopf (KULeuven)
- Dr. Brendan Colsaet (UCL)
- Dr. Jacques de Gerlache (Greenfacts)
- Dr. Jean Hugé (ULB)
- Dr. Sébastien Lizin (UHasselt)
- Prof. Patrick Van Damme (UGent)

### Représentante des organisations de femmes

- Maggi Poppe (Conseil flamand des femmes)

### Autres observateurs

- Sophie Sokolowski (cabinet Marghem)
- Alain Henry (Bureau fédéral du Plan)
- Frédéric Rouxhet (Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable, CWEDD)
- Fabienne Dideberg (Conseil Économique et Social de la Région Wallonne, CESRW)
- Jan Verheeke (Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen, MiNa-raad)
- Kris Degroote (Conseil Central de l'Économie, CCE)
- X (Conseil Économique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale)
- Peter Kerremans (Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen, SERV)
- Amélie Nassaux (Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale)

## **Membres sans droit de vote**

### Représentants du monde scientifique

- Professeur Delphine Misonne (Facultés Universitaires Saint-Louis)
- Professeur Reinhart Ceulemans (Université d'Anvers, UA)
- Professeur Luc Lavrysen (Université de Gand, UGent)
- Professeur Jean-Pascal van Ypersele de Strihou (Université Catholique de Louvain, UCL)
- Professeur Dries Lesage (Université de Gand, UGent)
- Professeur Tom Bauler (Université Libre de Bruxelles, ULB)

### 2 représentants du secteur de la consommation

- Steve Braem (Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs, CRIOC)
- Christian Rousseau (Test Achat)

#### Représentants des ministres ou secrétaires d'État (jusqu'au 11 octobre 2014)

- Mathieu Raedts (Premier ministre, Charles Michel)
- Sven Vaneycken (Vice-Premier ministre et ministre du Travail, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, Kris Peeters)
- Francis Demeyere (Vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé des Grandes Villes et de la Régie des bâtiments, Jan Jambon)
- Mark Van De Vreken (Vice-Premier ministre et ministre de la Coopération du développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, Alexander De Croo)
- Dominique Guide (Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, Didier Reynders)
- Patrick Hocepied (ministre du Budget, chargé de la Loterie nationale, Sophie Wilmès)
- Bernard De Four (ministre de la Justice, Koen Geens)
- Peter Legroe (ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Maggie De Block)
- Yasmina Bousbaa (ministre des Pensions, Daniel Bacquelaine)
- X (ministre des Finances, Johan Van Overtveldt)
- X (ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale, Denis Ducarme)
- Sophie Sokolowski (ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, Marie-Christine Marghem)
- Philippe Van Gyseghem (ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, Steven Vandeput)
- Christophe Leurident (ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges, François Bellot)
- Tim Van Belleghem (secrétaire d'État au Commerce extérieur, adjoint au ministre chargé du Commerce extérieur, Pieter De Crem)
- Romina Vanhooren (secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Philippe De Backer)
- X (secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, chargée des Grandes villes adjointe au ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, Zuhail Demir)
- X (secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, Theo Francken)

#### Représentants de chaque Région ou de chaque Communauté

- Ingrid Inselberger (Deutschsprachige Gemeinschaft)
- X (Région de Bruxelles-Capitale)
- Pierre Moureaux (Communauté française)
- X (Région flamande)
- Tom Creten/Liesbeth Schruers (Communauté flamande)
- Michel Amand (Région wallonne)

#### Représentant S.A.R. le Roi Philippe



- Pierre Cartuyvels (conseiller de S.A.R. le Roi Philippe) – membre suppléant du Bureau au nom de S.A.R. le Roi Philippe

## Annexe 2 : Présence lors de l'assemblée générale en 2017

Nom	13/02/2017	30/05/2017	21/12/2016
<b>Membres ayant droit de vote</b>			
<b>Président d'honneur, président(e) et vice-présidents</b>			
Magda Aelvoet	X	0	X
Mathias Bienstman	X	0	0
Olivier Van der Maren	X	X	X
Mathieu Verjans	0	X	X
<b>ONG Environnement</b>			
Olivier Beys	X	X	0
Laurien Spruyt	0	0	X
Sara Van Dyck	0	X	0
<b>ONG Développement</b>			
Rudy De Meyer	X	X	X
Brigitte Gloire	X	X	X
Thierry Kesteloot	0	0	X
Véronique Rigot	X	X	0
<b>Syndicats</b>			
Nilüfer Polat	X	X	X
François Sana	X	0	0
Sébastien Storme	X	0	X
Thomas Vael	0	0	X
<b>Organisations d'employeurs</b>			
Vanessa Biebel	X	X	X
An Nachtergaele	X	0	0
Françoise Van Tiggelen	X	0	X
Piet Vanden Abeele	X	X	X
Maarke De Staercke	X	0	0
Pieterjan Debergh	X	0	0
<b>Jeunes</b>			
Herlinde Baeyens	X	X	X
Charline Cauwe	0	X	X
Elliot Herman	0	X	X
Aurélie Vanossel	0	X	0
<b>Observateurs</b>			
<b>Consommateurs</b>			
<b>Représentante organisations de femmes</b>			
Maggi Poppe	X	0	0
<b>Monde scientifique</b>			
Brent Bleys	X	0	X
Reinhart Ceulemans	0	X	X
Brendan Coolsaet	0	0	X
Luc Lavrysen	X	X	X
Dries Lesage	0	X	0

Delphine Misonne	X	X	X
Jean-Pascal van Ypersele de Strihou	X	X	X
Jacques de Gerlache	o	X	X
<b>Gouvernement fédéral</b>			
Peter Legroe (ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Maggie De Block)	X	o	o
Sophie Sokolowski (ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, Marie-Christine Marghem)	X	o	o
Mark Van De Vreken (Vice-Premier ministre et ministre de la Coopération du développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, Alexander De Croo)	X	o	o
Sven Vaneycken (Vice-Premier ministre et ministre du Travail, de l'Économie et des Consommateurs, en charge du Commerce extérieur, Kris Peeters)	X	o	o
Marine Delanoy (ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale en charge de la politique en matière du système ferroviaire et de la régulation du transport ferroviaire et du transport aérien, Willy Borsus)	X	o	o
Dominique Guide (Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, Didier Reynders)	o	X	X
	X	o	o
<b>Représentants Régions, Communautés et autres</b>			
Michel Amand	X	o	o
Alain Henry	X	o	X
Dieter Vanderbeke	o	X	X
Peter Wittoeck	o	o	X
Steven Vanackere	X	o	o
Mathijs Buts	o	X	o
Patricia Delbaere	o	o	X
Jean-Maurice Frère	o	o	X
Cédric van de Walle	X	o	o
Cindy Verbrugge	X	o	o
Jan Verheeke	X	o	o

